



**Déclaration liminaire**  
**Au Comité Technique Local**  
**du Morbihan**  
**Réunion du 3 mars 2015**

---

Monsieur le Président,

En France, la poursuite de la politique d'austérité nous conduit droit dans le mur.

A la DGFIP, cela signifie suppressions d'emplois, réduction continue des crédits de fonctionnement, recul des missions, avec comme conséquence première l'aggravation des conditions de travail des agents.

La CGT Finances Publiques considère plus que jamais que l'intervention des agents et plus largement du monde du travail est d'une absolue nécessité pour faire entendre la voix des exigences sociales et des revendications. Voilà où sont les vraies solutions alternatives aux difficultés rencontrées !

La CGT Finances Publiques, du local au national, travaille sans relâche avec les agents pour que leur voix soit entendue, pour permettre leur rassemblement le plus large, dans l'unité, et pour organiser leur intervention collective sur les revendications.

La CGT s'oppose à cette politique de casse de la DGFIP.

**Concernant les horaires d'ouverture et l'accueil du public**, à l'ordre du jour de ce CTL, notre syndicat national a récemment interpellé le Directeur Général sur la circulaire du 22 octobre 2014.

Dans le Morbihan, la CGT constate que tous les agents n'ont pas été consultés.

Et le choix proposé a souvent été celui d'un jour ou deux demi-journées de fermeture et le maintien de l'existant n'a pas été discuté.

Sur les conséquences, plusieurs sections l'ont constaté, nous pouvons craindre l'effet désastreux de report des flux d'accueil: en cas de fermeture sur une journée ou une demi-journée un jour J, le flux d'accueil s'accroît considérablement en J+1, mettant à mal les conditions de travail des collègues et la qualité de la réception. Le risque est également l'augmentation du nombre d'appels et de mails.

La CGT est farouchement opposée à tout recul du service public et ne cautionne absolument pas cette restriction de l'accès à nos services.